

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.580. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Samedi

8

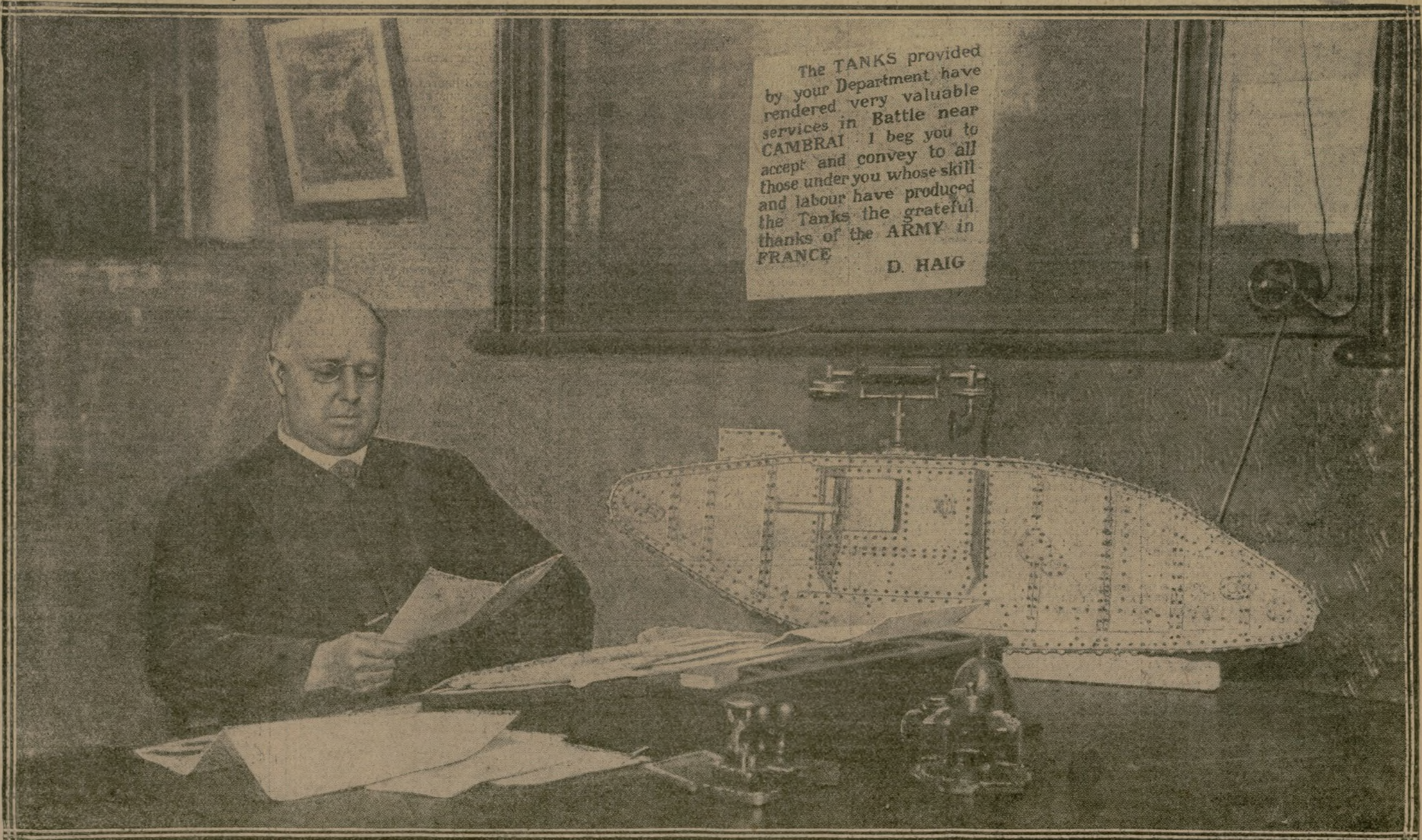
DÉCEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 5744 et 5745
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, Bd des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR.

LE TANK AU FEU ET SON INVENTEUR, SIR WILLIAM TRITTON



PHOTOGRAPHIE INSTANTANÉE D'UN TANK BRITANNIQUE PÉNÉTRANT DANS LES LIGNES ENNEMIES DU CAMBRÉSIS, SOUS LE FEU



L'INVENTEUR DES TANKS SIR WILLIAM TRITTON, A SA TABLE DE TRAVAIL. — SUR SON BUREAU : LA PREMIÈRE MAQUETTE DU CHAR D'ASSAUT

Les tanks ont véritablement fait leurs preuves dans l'attaque brusquée du Cambésis qui a si fort alarmé l'état-major allemand. Après avoir fondé sur eux des espérances un peu exagérées, on les avait sans doute un peu trop dédaignés. Ils ont prouvé que

leurs concours, dans des circonstances données, pouvait aider puissamment l'action de l'infanterie. L'inventeur des tanks est sir William Tritton. On voit au fond sur le mur, un témoignage des services rendus par les tanks. Il est signé du maréchal Douglas Haig.

A LA REQUÊTE DU PROCUREUR GÉNÉRAL LA COMMISSION DU SÉNAT S'EST PRONONCÉE A L'UNANIMITÉ POUR LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DE M. CHARLES HUMBERT

Après avoir examiné le réquisitoire du procureur général Herbaux, la commission sénatoriale chargée de l'examen de la demande en autorisation de poursuites déposée jeudi par le gouvernement contre M. Charles Humbert s'est prononcée hier, à l'unanimité, pour la suspension de l'immunité parlementaire du sénateur de la Meuse en ce qui concerne les faits signalés par la requête.

Rappelons que M. Charles Humbert s'était rallié à la demande du garde des Sceaux. Le sénateur de la Meuse se réserve simplement, lorsque le rapport de la commission lui sera communiqué, de présenter à ses collègues les observations qu'il jugera opportunes.

Il convient d'observer que si M. Charles Humbert est retenu dans les poursuites actuellement dirigées contre Lenoir et Desouches la justice militaire aura de son côté à rechercher s'il n'a pas eu également connaissance de l'origine des fonds touchés par lui des mains de Bolo.

LA REQUÊTE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

La requête du procureur général Herbaux, adressée à M. le président et à MM. les membres du Sénat, débute ainsi :

Le procureur général près la Cour d'appel de Paris a l'honneur d'exposer que des renseignements recueillis à l'occasion d'une inculpation actuellement dirigée contre Pierre Lenoir et Guillaume Desouches, du chef de commerce avec l'ennemi, ressortent des maintes fois des présomptions de culpabilité à raison du rôle joué par M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, dans les faits qui sont l'objet même de cette affaire.

Le procureur général dit comment, en octobre dernier, l'attention du parquet fut appelée sur des versements de fonds faits en juillet 1915, à l'Agence U du Comptoir d'Escompte de Paris, par Desouches — le 15 juillet 1915 : 3.850.000 francs ; le 23 juillet, 4.888.500 francs ; le 26 juillet : 261.500 francs — versements effectués en billets de banque contenant une assez forte proportion de petites coupures, et le retrait des neuf millions versés par quatre chèques : le premier de 150.000 francs, le second de sept millions, à l'ordre de M. Ch. Humbert, le troisième de 1.065.000 francs, à l'ordre de M. Courcier, notaire ; le quatrième, de 785.000 francs, à l'ordre de M. Ch. Humbert.

L'achat du « Journal »

C'est ensuite l'achat du « Journal » par M. Charles Humbert, le 23 juillet 1915, au prix de 20 millions, payables 7 millions comptant et le surplus par paiements échelonnés dans un délai maximum de quatorze ans, les 7.000.000 versés comptant à M. Letellier n'étant autres que ceux de Desouches.

Interrogé sur l'origine des 9 millions, Desouches a exposé qu'en avril 1915 Pierre Lenoir lui avait manifesté l'intention d'acheter le « Journal » au moyen de capitaux dont disposait son père ; Lenoir père lui avait confirmé, dans le courant de juin, qu'il disposait effectivement de 10 millions. Lenoir



M. CH. HUMBERT
(Phot. Henri Manuel.)

père, déjà malade à ce moment, est mort le 3 août 1915. Desouches, étant rentré dans la combinaison, avait pris une part active aux négociations, et les 9 millions en billets de banque avaient été portés chez lui, en deux fois, par un intermédiaire qui s'était présenté de la part de M. Lenoir, sans préciser s'il s'agissait du père ou du fils, et qui n'avait pas donné son nom.

La requête montre ensuite Scheller, industriel suisse, apparaissant dans la combinaison par un traité avec Pierre Lenoir, passé à Bern en date du 7 juin 1915, aux termes duquel le premier s'engageait à verser au second une somme de dix millions. Pierre Lenoir s'engageait, par contre, à se rendre propriétaire de fait du « Journal » et à soutenir la politique économique et financière que lui dictait Scheller.

Un homme suspect

Le procureur général poursuit : Les renseignements recueillis sur la personnalité de Scheller et tout un ensemble de présomptions concordantes imposent cette conviction que Scheller n'agissait point pour son compte, qu'il n'était qu'un intermédiaire et que l'argent remis à M. Ch. Humbert pour l'acquisition du « Journal » était de l'argent allemand.

Les faits constatés permettent d'affirmer que M. Ch. Humbert n'a été qu'abusé et qu'il a ignoré l'origine des fonds, ou relève-t-on des circonstances de nature à faire suspecter la sincérité de son attitude ?

C'est le 20 juillet 1915 que M. Ch. Humbert, d'après ses déclarations, a connu, pour la première fois, le projet de vente du « Journal ». Les personnes des acquéreurs éventuels, qui paraissent dissimuler un groupe désireux de garder l'anonymat le plus longtemps possible, lui parurent inquiétantes, à tel point qu'après avoir reçu de M. Letellier la confirmation du projet de vente il s'empressa de donner l'alarme au président du syndicat de la presse parisienne.

L'indignation de M. Charles Humbert

M. Ch. Humbert ne tarda pas à se trouver en relations avec les personnalités qui, par la seule éventualité de leur introduction au « Journal », avaient si vivement inquiété. Le 21 juillet, il reçut la visite de Desouches, qui, présenté par M. Baumann, président du conseil d'administration des « Grands Moulins Réunis », venait lui demander de continuer au « Journal » sa collaboration. M. Humbert ré-

pondit qu'il ne voulait même pas examiner cette offre et qu'il la laissa pour désempaler, puis il se rendit chez M. Letellier et le mit en demeure de rompre ses pourparlers en vue de la vente du « Journal », en le menaçant d'écrire une lettre qui exprimerait ses sentiments de révolte et de la faire placarder sur tous les murs de Paris.

D'après M. Letellier, M. Humbert aurait été moins virulent, et s'il parla de capitaux qu'il considérait comme suspects ce fut sous une forme amicale et non menaçante.

On peut être à bon droit surpris, dit la requête, que M. Humbert, éprouvant des suspicions qu'il traduisait aussi énergiquement, paraissant même admettre comme une certitude l'existence tout au moins d'une certaine proportion d'argent allemand dans l'apport de Lenoir et de Desouches, ait accepté de signer avec eux, le 26 juillet, un traité en vue de l'acquisition du « Journal », posant en principe l'exploitation à trois : Charles Humbert devant être président du conseil d'administration et directeur de la rédaction, Desouches administrateur délégué, et Pierre Lenoir directeur de la partie économique et financière.

Le 29 juillet, M. Humbert traitait avec M. Letellier, devenant acquéreur du « Journal » et payait avec ce même argent dont la provenance suspecte avait provoqué ses anxiétés et ses indignations.

Le 6 août, la Société anonyme du « Journal » était constituée au capital de 10 millions, divisé en 2.000 actions. M. Humbert paraissait souscrire pour 708 actions, mais, en réalité, pour 698 de ces actions il n'était que le prête-nom de Pierre Lenoir, à qui il remit une contre-lettre.

Le traité du 26 juillet n'eut qu'une durée éphémère, car M. Humbert élimina tout d'abord Desouches, qui résigna, le 8 septembre, ses fonctions d'administrateur ; vis-à-vis de Pierre Lenoir, ses soupçons se réveillèrent à la suite d'incidents divers, si bien qu'il ne consentit pas à déléguer à Pierre Lenoir et à Desouches les actions leur appartenant.

La convention avec M^{me} Lenoir

Les dissensions de Charles Humbert et de Pierre Lenoir furent suivies de négociations qui aboutirent à une convention du 28 décembre 1915, dans laquelle la mère de Pierre Lenoir cédait à M. Humbert 1.100 actions du « Journal », au prix de 5.000 francs l'une, et devait recevoir un million comptant.

A la suite de cette cession, M. Humbert fit décerner par le conseil d'administration à Lenoir et à Desouches une attestation de loyauté dont il atténua seulement les termes.

Où Bolo pacha paraît

M. Charles Humbert disposait désormais de la majorité des actions. Mais, redoutant une demande en nullité de la convention passée avec Mme Lenoir mère, il accepta le 30 janvier 1916 les propositions de Bolo, grâce à l'argent duquel il put réaliser une transaction le rendant définitivement propriétaire des 1.100 actions de Pierre Lenoir.

Rappelant les contradictions d'attitude de M. Charles Humbert vis-à-vis de Lenoir, la requête dit qu'on ne peut s'empêcher de remarquer que l'attitude de M. Humbert rappelant l'origine des fonds et certains agissements de P. Lenoir coïncide avec des capitulations successives qu'il obtenait de son associé.

La commission suspecte

Le procureur général dit aussi que les propos tenus par M. Ch. Humbert à la veille du jour où il a accepté les fonds, son attitude, ses protestations contre la cession du « Journal » à un groupe qu'il estimait suspect ne lui permettent guère de soutenir qu'au moment où il a reçu l'argent il avait pu, en quelques jours, et sur les simples allégations des intéressés, être entièrement rassuré. Le fait que P. Lenoir et Desouches touchaient une commission impliquait qu'ils étaient des intermédiaires et que les fonds ne provenaient pas de Lenoir père.

M. Humbert a connu l'existence de cette commission. On s'explique mal, d'autre part, qu'il ait passé des actes aussi importants avec un cocontractant pourvu d'un conseil judiciaire, en dehors de toute intervention de ce conseil.

Les conclusions de la requête

Le procureur général conclut : Les faits résultant ainsi de l'affaire en cours semblent suffisamment caractérisés pour que M. Charles Humbert soit désormais entendu non plus comme témoin, mais comme inculpé de complicité de commerce avec l'ennemi.

Mais, aux termes de l'article 47 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, aucune poursuite ne peut être exercée contre M. Humbert, sénateur, sans l'autorisation du Sénat. Il convient, d'ailleurs, d'observer que si M. Ch. Humbert est retenu dans la poursuite actuellement dirigée contre P. Lenoir et Desouches, la justice militaire aura, de son côté, à rechercher s'il n'a pas eu également connaissance de l'origine des fonds touchés par lui dans les mains de Bolo. Une évidente analogie existe, en effet, entre l'affaire Lenoir-Desouches et l'affaire Bolo ; elles apparaissent comme les phases successives de manœuvres tendant au même but : la mainmise de l'Allemagne sur un grand journal français.

En conséquence, le soussigné a l'honneur de solliciter du Sénat l'autorisation nécessaire pour poursuivre M. Charles Humbert sous l'inculpation du délit ci-dessus spécifié, lequel est prévu et puni par la loi du 4 avril 1915.

Le procureur général,
Signé : HERBAUX.

Ajoutons que le rapport de la commission sera déposé à la prochaine séance. Il a été confié à M. Milliard.

Déjà, au début de la séance qui avait précédé cette réunion, le Sénat avait adopté les conclusions du rapport précédent de M. Milliard, que nous avons fait connaître antérieurement, tendant à l'autorisation de poursuites à la demande de M. Lenoir.

D'Annunzio est décoré par le roi d'Angleterre

Le roi d'Angleterre a conféré *motu proprio* la croix militaire au commandant Gabriele d'Annunzio « pour grands services rendus sur le front de bataille ».

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER

Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.

LA LOI DE PROCÉDURE POUR LA HAUTE COUR EST VOTÉE AU SÉNAT

Elle sera complétée prochainement par d'autres dispositions législatives.

Le Sénat a voté, hier, par 226 voix contre 1, l'ensemble des dispositions que lui présentait sa commission en vue de l'établissement d'une procédure pour le fonctionnement de la Haute Cour en matière de mise en accusation, d'instruction, de jugement du président de la République et des ministres pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Il y a seulement ajouté, à l'article 9, un texte additionnel stipulant qu'en cas de complicité ou de faits connexes il sera sursis à statuer jusqu'à ce qu'une instruction nouvelle ait été faite.

La discussion, toute juridique, présenta un vif intérêt. Bien que prêt à voter le texte de la commission, M. Simonet, auteur de la proposition primitive, tint à faire quelques réserves.



M. Eug. Pérès

à regretter notamment que l'on n'ait pas saisi l'occasion de combler toutes les lacunes de notre législation en la matière. Il s'étonna aussi de la désignation du ministère public :

— Entre la Chambre accusatrice et le Sénat juge, dit-il, il y a pas place pour un représentant du gouvernement. C'est à la Chambre à soutenir son accusation. Pour tourner la difficulté, on confie le mandat à la cour de Cassation.

M. Simonet continua :

— Si la Chambre peut, sans faire d'instruction, renvoyer devant la Haute Cour, il ne sera plus souhaitable de devenir ministre. Les ministres pourraient demander à la Chambre de les dispenser de traduire leurs différends devant les tribunaux ordinaires. Le Sénat sera transformé en tribunal de blanchiment.

M. Eugène Pérès, rapporteur de la commission, fut extrêmement précis :

— Une question se pose immédiatement, dit-il, celle de la procédure à suivre devant le Sénat. Il faut la résoudre sans délai. Quant à l'instruction devant la Chambre, nous n'avons pas pensé qu'on pût la régler au moment même où l'autre Assemblée vient, après des débats difficiles et passionnés, de saisir le Sénat d'une mise en accusation.

« Nous avons dit que l'instruction des affaires soumises à la Haute Cour devait, à l'avenir, être faite par la Chambre investie des pouvoirs d'une Chambre des mises en accusation ; mais nous avons ajouté que la loi réglant cette partie de la procédure n'était pas urgente et qu'il appartenait à l'autre Assemblée d'en prendre l'initiative. »

M. Eugène Pérès justifia, d'autre part, la désignation d'un haut magistrat indépendant pour occuper le siège du ministère public. Il fut chaleureusement applaudi.

M. Henry Chéron réclama une loi complémentaire :

— Si elle n'intervient pas à bref délai, dit-il, demain, quiconque voudra provoquer le scandale formulera contre un ministre les imputations les plus graves et le sommera d'aller se faire juger par la Haute Cour ; et si la Chambre le veut, la Haute Cour sera forcément saisie, sans instruction préalable, comme dans le cas présent ! On dit que, dans l'espèce, l'accusé lui-même a réclamé sa comparution devant la Haute Cour. Mais les juridictions régulières ne sont pas faites pour décerner des attestations, des certificats. L'instruction préalable, la mise en accusation constituent des garanties auxquelles les intéressés eux-mêmes n'ont pas le droit de renoncer.

M. Eugène Pérès déclara :

— Nous pouvons regretter le fait actuel ; mais nous n'y pouvons rien. Il faut que demain nous adoptions le texte complet, donnant toutes les garanties nécessaires. Mais aujourd'hui, la décision rendue par la Chambre, si mal rendue qu'elle ait été, est définitive. Il y a chose jugée. D'ailleurs, le Sénat a le pouvoir d'ordonner non pas une nouvelle instruction, mais un supplément d'information, et sa conscience sera ainsi parfaitement éclairée.

Après avoir également entendu M. Félix Martin et M. Louis Martin, le Sénat passa aux articles qui furent successivement adoptés. A l'article 10, M. Eugène Pérès indiqua, sur une question de M. Lintilhac, que le Sénat pourrait décerner contre l'accusé un mandat de dépôt.

Séance mardi.

SUR LE PLATEAU D'ASIAGO VIOLENTE ATTAQUE AUSTRO-ALLEMANDE AU MONT SISEMOLLE

La lutte est acharnée. Le front italien n'est rompu sur aucun point.

L'offensive austro-allemande reste encore limitée au plateau d'Asiago. Ses derniers efforts, assez réduits en étendue, se sont portés contre le mont Sise-molle (1244 m.), où les Italiens se maintiennent encore, au sud-ouest des Mellette, mais n'ont pas encore atteint le massif de la Montana Nuova (1327 m.), qui couvre le coude de Valstagna. Après une lutte acharnée, l'ennemi n'est parvenu à s'emparer que d'une partie du mont Sise-molle. Le front n'a été rompu sur aucun point. Jusqu'ici les Austro-Allemands sont donc encore loin de s'être ouverts la passe de la Brenta, et leur tentative de débordement de l'aile gauche italienne n'a pas obtenu le succès immédiat qu'ils en espéraient.

La déclaration de guerre de l'Amérique à l'Autriche est imminente

WASHINGTON, 7 décembre. — Le comité des affaires étrangères de la Chambre a déposé, hier, son rapport sur la déclaration de guerre à l'Autriche. Le président du comité, M. Flood, a annoncé que M. Wilson demanderait au Congrès de déclarer la guerre à la Turquie et à la Bulgarie un peu plus tard. La discussion du rapport commencera aujourd'hui et se terminera ce soir.

Le comité des affaires étrangères du Sénat a approuvé de son côté, à l'unanimité, une résolution déclarant la guerre à l'Autriche-Hongrie, différant légèrement dans les termes de celle de la Chambre. Le comité propose de soumettre cette dernière résolution au Sénat demain.

Le rapport de la commission des affaires étrangères de la Chambre sur la résolution de guerre contre l'Autriche dit :

« L'état de guerre que la résolution déclare exister maintenant existe en fait depuis de nombreux mois. Les destructions des vies, les violations des droits américains par les forces navales autrichiennes sont petites comparées à celles commises par l'Allemagne, mais elles sont suffisantes pour constituer l'état de guerre contre les États-Unis. »

« Ce fait, mis en rapport avec les autres actes de l'Autriche-Hongrie, a placé de plus en plus le gouvernement américain dans une position telle que le peuple américain a compris qu'il devait traiter l'Autriche-Hongrie en ennemie comme l'Allemagne. »

La catastrophe d'Halifax

L'incendie a éclaté dans l'arsenal de Richmond. — Il y a plus de 1.500 morts et près de 2.000 blessés.

HALIFAX, 7 décembre. — C'est dans l'arsenal de Richmond qu'éclata l'incendie qui provoqua l'une des catastrophes les plus tragiques de ces dernières années.

Des milliers d'obus, emmagasinés dans l'arsenal firent explosion, et la plus grande partie des quartiers situés près du port furent détruits.

C'est vers 3 heures du matin que les premières explosions surprirent les habitants. L'incendie ne tarda pas à se propager et les maisons, construites en bois, furent pour les flammes un aliment facile.

Il est impossible d'évaluer exactement le nombre des victimes ; les derniers rapports permettent d'indiquer qu'il y a plus de 1.500 morts et près de 2.000 blessés. (Radio.)

L'explosion fut formidable

WASHINGTON, 7 décembre. — L'explosion qui a détruit en très grande partie la ville de Richmond a été d'une telle violence que le bruit en a été perçu dans un rayon de plus de 100 kilomètres. A 50 kilomètres à la ronde, tous les instruments téléphoniques et télégraphiques ont été détruits, et dans un rayon de trois kilomètres, tous les trains de marchandises qui circulaient ont été projetés hors des rails. La grande station de North Street à Halifax s'est effondrée.

On n'a reçu jusqu'ici que peu de renseignements précis. On croit que la catastrophe aurait été provoquée par une collision dans le port entre un navire chargé de munitions de guerre et un transatlantique de la Croix-Rouge. Le feu aurait éclaté simultanément en plusieurs points de la ville, allumé par la pluie de projectiles provenant de l'arsenal en flammes.

De tous les points du Canada et de toutes les villes du nord des États-Unis sont partis des trains de secours emportant médicaments, infirmières, pompiers et appareils contre l'incendie. (Radio.)

LE REPLI BRITANNIQUE A L'OUEST DE CAMBRAI N'A PAS ÉTÉ INQUIÉTÉ

Depuis le 21 novembre, les Allemands ont subi de lourdes pertes.

Au sud-ouest de Cambrai, l'ennemi n'a pas attaqué les troupes britanniques ni durant leur mouvement de repli, ni sur les positions où elles se sont retranchées en avant de Flesquières. Les pertes éprouvées par l'ennemi depuis le 21 novembre en cette région sont considérables ; celles de nos alliés très faibles, et c'est là un bénéfice important, le seul d'ailleurs qu'on pouvait attendre d'une opération de ce caractère et de cette étendue.

On a félicité les Anglais d'avoir inauguré là une nouvelle méthode de combat. L'éloge est mérité, mais il faut s'entendre. Nos alliés sont parvenus à engager mieux leurs chars de guerre qu'on n'avait fait jusqu'à présent. Ils ont perfectionné la tactique particulière de ces engins. Ils n'ont en aucune façon inventé une nouvelle stratégie. Aujourd'hui comme hier, un recul important et définitif ne peut être imposé à l'ennemi que par une opération de grande envergure.

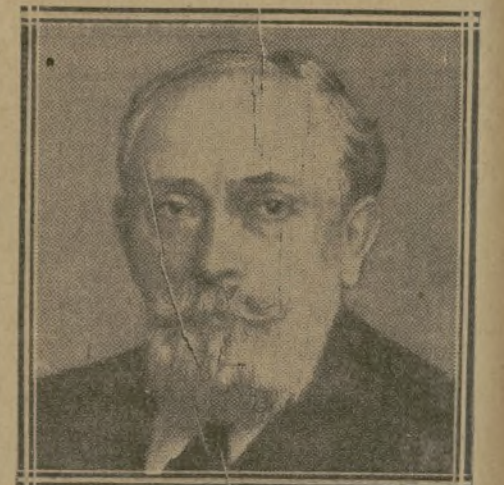
On s'est étonné qu'une opération de ce genre n'ait pas été entreprise, et on a même reproché à notre commandement de n'avoir pas profité de l'occasion pour combiner une ou plusieurs attaques avec celles de nos alliés. Ce reproche n'est nullement fondé. Nous ne pouvons encore examiner la question en détail, mais nous sommes en mesure d'affirmer que le 21 novembre et les jours suivants nos troupes se sont trouvées prêtes à intervenir à l'endroit où leur action pouvait devenir nécessaire.

Jean VILLARS.

ON INTERPELLE A LA CHAMBRE SUR LA SITUATION DES RÉFUGIÉS

La Chambre a commencé, hier, la discussion des interpellations relatives aux réfugiés.

M. Basly, député de Lens, rapatrié récemment d'Allemagne après une longue et dure captivité, a fait à ses collègues un tableau émouvant de la situation de ses malheureux compatriotes évacués par l'ennemi. Il les montra éloignés par la force de leurs demeures, presque sans linge et sans chaussures, entassés dans des fourgons d'où, le long du parcours, on descend parfois des cadavres. Il parla de leur émotion lorsqu'ils arrivent en France, ils entendent les clairons sonner au drapeau, puis de leur désillusion lorsqu'un défaut d'organisation de notre administration les fait expédier en bloc dans tel ou tel département sans qu'on se soit occupé de savoir s'ils y trouveront ou non du travail.



M. BASLY

D'après M. Basly, les familles réclamées par leurs parents éprouvaient de grandes difficultés pour rentrer chez eux.

La Chambre, qui écoutait le député de Lens avec une sympathie visible, protesta toutefois quand il reprocha aux maires de ne pas recevoir les rapatriés avec les égards que méritent leurs souffrances.

— Je peux citer des exemples, dit M. Basly.

— En tout cas, dit M. Bouver, les maires n'y sont pour rien.

Comme M. Basly indiquait qu'on ne donnait pas partout l'allocation aux réfugiés, notamment dans l'arrondissement d'Hazebrouck, l'abbé Lemire précisa :

— En effet, dit-il, on ne donne pas d'allocation dans mon arrondissement. Voici pourquoi : depuis trois ans notre arrondissement avait été envahi par des milliers de Belges parlant la langue flamande, comme nous qui la parlons en même temps que le français.

« Devant cette invasion, les militaires, surtout les Anglais, ne pouvaient plus se loger. Il a fallu trouver une solution. »

« Nous avons décidé de ne laisser que les réfugiés qui ne demandaient rien, et nous avons invité ceux qui avaient besoin de l'allocation à s'éloigner d'avantage. »

M. Basly insista pour que l'allocation soit accordée partout aux réfugiés.

Après le député de Lens, M. Defontaine, qui connaît aussi les rigueurs de la captivité, se fit l'écho des plaintes de ses concitoyens de la région de Maubeuge.

Comme M. Basly, M. Defontaine fut très applaudi.

La Chambre entendit ensuite M. François Lefebvre et M. Durie, également députés du Nord. La discussion continuera vendredi prochain.

Léopold BLOND.

Aux Invalides

Face à l'Avion de Guynemer, souscrivez à l'Emprunt de la Défense nationale, dans la nacelle d'un zeppelin, à côté d'un tank. Les guichets ouvriront à partir d'aujourd'hui deux heures.

UNE ROUTE SUR LE MONT SISEMOLLE



UN CONVOI DE MUNITIONS VENANT RAVITAILLER L'ARTILLERIE ITALIENNE

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE SUPRÊME REPAS

PAR FRANCIS DE MIOMANDRE

Depuis de longues années, M. Saturnin Dignasse avait l'habitude de venir déjeuner le dimanche chez M. Notarès, et c'était pour lui comme un instant d'oasis dans la désertique solitude de sa semaine de pauvre bohème impénitent. Ce qu'il faisait le reste du temps, seul le savait le Dieu des bonnes gens, lesquels, on ne l'ignore point, sont toujours misérables. Il végétait, ficelé de hanches tristes et la joue envahie d'une barbe à l'abandon. Le dimanche, toutefois, il se levait tout joyeux, se rasait d'aussi près que le lui permettait sa vue un peu basse, enfilait une redingote décente et courait chez M. Notarès, qui n'avait certes pour lui aucune amitié (car c'était un homme au cœur recuit par le commerce des fausses anti-quités), mais n'était pas fâché de se dire et de dire à quelques familiers : « J'entre-tiens un pauvre bougre, tout à fait sympathique. Ça ne m'étonnerait pas s'il avait été poète autrefois. » Et, de fait, il lui donnait de temps à autre, après le dessert, une pièce de cent sous, pour l'aider jusqu'au dimanche suivant. Reconnaissant de tant de bons procédés, M. Saturnin Dignasse manifestait pour la cuisine de son mécène une admiration active et couvrait de fleurs Mélanie.

Or, un dimanche d'hiver, sec et froid, M. Dignasse, en pénétrant dans la maison de son hôte, fut accueilli par des lamentations :

— Oh ! monsieur ! monsieur ! hurlait Mélanie dans un flot de larmes, jamais vous ne croiriez ce qui vient de se passer. C'est une fatalité comme il n'en arrive pas deux fois dans l'existence... Monsieur est mort, sans qu'on puisse savoir de quoi, ni rien. C'est vrai qu'il était faible de la poitrine et qu'avec ces restrictions de charbon on peut s'attendre à tout. Pour moi, il aura été gelé dans son lit. Il est mort, sans un mot, tout seul. Et hier soir encore, aussi vrai que vous me voyez, il disait : « Mon cousin de Limoges m'a envoyé un perdreau, avec des feuilles de la vigne du pays où il l'a tué, et des bardes de lard toutes préparées. Vous allez nous faire un chef-d'œuvre. M. Dignasse est une fine lame... de couteau. » Vous savez qu'il faisait quelquefois des mots. Et il est mort...

D'un geste d'une muette éloquence, infiniment simple, Mélanie souleva une portière, et la table mise apparut.

M. Dignasse était écrasé. Une larme perlait à la paupière de son œil gauche, le plus faible.

— Ma pauvre Mélanie, soupira-t-il, d'une voix contenue, vous aviez fait là un chef-d'œuvre... Grands dieux ! Et le châteaumarxais était de quatre-vingt-dix-neuf !... C'est tout de même terrible de penser qu'il n'est pas là !

Il se laissa tomber sur une chaise, effondré. Un mouchoir isabelle but sa larme. Il était visible que son *sens de l'univers* était complètement retourné. Comme tous les gens qu'une douleur profonde stupéfie, il disait, au hasard, des choses vagues, sans suite :

— Et il avait aussi pensé au jambon de Parme ! Et Dieu sait si c'est difficile à trouver, par les temps qui courent ! Mais j'y songe : c'était aujourd'hui ma fête ; il s'en était souvenu ! Cher grand ami ! Evidemment la vie ordinaire n'est pas faite pour de pareils êtres. Ils n'y résistent point. Ah ! dire qu'il pourrait être là, en face de moi, qu'il me dirait de sa bonne voix chaude et bourrue : « Allons, allons, Saturnin, ne faites donc pas la petite bouche ! » Il me semble l'entendre.

— Moi aussi ! déclara Mélanie d'un air inspiré. Je suis sûre que s'il nous voyait il ne pourrait supporter l'idée que vous êtes parti comme ça. Restez, monsieur Dignasse, et déjeunez... comme s'il était là.

Au moment du plat de résistance, malgré leur volonté de rester maîtres d'eux-mêmes, ils n'y purent tenir. Ensemble, ils éclatèrent en larmes. C'est aussi que ce perdreau, cuit dans une double enveloppe de feuilles de vigne de son pays, et bardé de lamelles d'un lard également comparioté, arrosé d'un châteaumarxais féérique, constituait un pur poème gastronomique.

— Portez-lui le filet de dessous l'aile, commanda M. Dignasse, péremptoire. C'était son morceau préféré. Mais c'est moi-même qui lui offrirai le châteaumarxais. J'y tiens. Menez-moi auprès de lui...

Sur son lit, M. Notarès reposait, calme, l'air absolument irresponsable de toutes les petites canailleries que, vivant, il avait eu à se reprocher. Sa mauvaise conscience était morte de froid, elle aussi. Saturnin, que toutes ces émotions, décidément, exaltaient, devint lyrique. Pour la première fois de sa vie, il tutoya son protecteur :

— Mon cher et noble ami, s'écria-t-il, permets-moi de te dire adieu, et de t'offrir pour le grand voyage, ce cordial.

Il dit, déposa sur la table de nuit un des deux verres de châteaumarxais qu'il portait, but l'autre avec un tremblement sacré, et se retira en sanglotant.

Quant à Mélanie, bouleversée d'émotion elle aussi, elle ne voulut point se séparer sèchement d'un homme d'une sensibilité aussi admirable. Et, au moment où M. Dignasse allait partir, elle lui mit à toute force, dans la main, la pièce de cent sous que M. Notarès, s'il avait vécu ce jour encore, aurait certainement donnée à son hôte, après un repas aussi parfait.

Francis de MIOMANDRE.



LA DÉCLARATION DE GUERRE À L'AUTRICHE-HONGRIE EST VOTÉE PAR LE SÉNAT AMÉRICAIN

Washington, 7 décembre. — Après moins d'une heure de discussion, le Sénat a adopté à l'unanimité la résolution déclarant la guerre à l'Autriche-Hongrie. (Havas.)

Les Anglais s'emparent d'Hébron en Palestine

LONDRES, 7 décembre. — Le communiqué officiel de Palestine annonce que la ville d'Hébron a été occupée par les troupes britanniques. (Radio.)

Hébron, la Cariath-Arbé des anciens, est une ville de 4.000 habitants, située à 27 kilomètres au sud-ouest de Jérusalem.]

Graves émeutes à La Plata

LONDRES, 7 décembre. — On mande de Buenos-Aires au Daily Mail :

De graves émeutes se sont produites hier soir à La Plata. Les émeutiers ont essayé d'enlever d'assaut et de détruire les fabriques de conserve de viandes. Les câbles électriques de la Compagnie Anglo-Américaine ont été coupés, plongeant la ville entière dans l'obscurité pendant une heure, durant laquelle les émeutiers ont exécuté leur attaque.

Des marins armés de mitrailleuses ont repoussé les assaillants.

La situation est considérée comme très grave.

Encore un raid d'avions anglais sur la Belgique

LONDRES, 7 décembre. — Un communiqué de l'Amirauté annonce :

Nos avions ont bombardé les objectifs suivants : les 4 et 5 décembre, les aérodromes d'Uytkerke, de Saint-Louis-Western et d'Engel, les docks de Bruges et le trafic sur les voies ferrées. L'explosion des bombes a été observée et des incendies ont éclaté parmi les hangars et les baraques. Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Deux aéroplanes ennemis ont été détruits, quatre autres complètement désemparés, dont trois ont été probablement détruits au cours de reconnaissances.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

M. de Monzie, député du Lot, ancien sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande, a été entendu, hier matin, par le capitaine Bouchardon dans l'affaire du Bonnet Rouge.

Dans l'après-midi, après avoir recueilli le témoignage de la concierge des époux Bolo, le capitaine rapporteur a entendu un chef de bureau au ministère de l'Intérieur et M. Campolongo, correspondant à Paris du Secolo de Milan, beau-frère du ministre Bisolati — ces deux témoignages à propos de l'affaire du Bonnet Rouge.

Le capitaine rapporteur Mangin-Bocquet a procédé, hier après-midi, au premier interrogatoire de M. Tournel, en présence de son défenseur, M. Louis Lagasse. Le député de Guingamp a confirmé les dernières déclarations qu'il avait faites au juge Gilbert.

A l'issue de son interrogatoire, M. Tournel a été conduit au greffe de la Cour d'appel, où il a fait opposition à l'ordonnance de dessaisissement au profit de la justice militaire.

Devant la chambre des mises en accusation, le député de Guingamp fera soutenir que la loi du 20 mars 1916 ne peut lui être appliquée.

Cet après-midi, le capitaine Mangin-Bocquet interrogera Mme Tournel.

LES ALLEMANDS ET LES RUSSES POURSUIVENT LEURS CONFÉRENCES

Les délégués allemands refusent de prendre des engagements d'ordre politique et attendent la réunion de la Constituante.

Plusieurs commissaires du peuple sont retournés à Petrograd pour prendre les instructions de Trotsky, après le refus que les délégués allemands ont opposé aux conditions russes, notamment à celle qui impliquait, de la part de l'Allemagne, l'engagement de ne pas envoyer sur le front occidental les troupes libérées sur le front oriental.

Malgré cet incident, les conférences ont repris leur cours. D'après une communication allemande, les représentants des quatre pays alliés et les délégués russes ont établi la rédaction du protocole de séance et entrepris les travaux préparatoires en vue des prochaines séances plénières.

Ce langage savant veut dire que les états-majors austro-allemands se préoccupent avant tout de délimiter les questions qui seront débattues dans les conférences. Pour eux, l'armistice et la paix sont deux choses essentiellement différentes. Les délégués russes avaient voulu les mêler. Les délégués allemands, qui sont des soldats, ont refusé de prendre des engagements de nature politique et ils ne veulent envisager la suspension d'armes qu'au point de vue militaire.

D'ailleurs, quand la trêve de dix jours qui est convenue aura expiré, c'est-à-dire le 17 décembre, la Constituante sera élue, peut-être même réunie, et l'Allemagne saura à quoi s'en tenir. Si les résultats des élections lui permettent d'entrevoir la formation d'un gouvernement assez solide pour qu'il devienne possible de traiter avec lui, il est probable que le gouvernement impérial fera avancer plus rapidement les pourparlers.

Il s'agit donc de savoir l'attitude que les Alliés, à leur tour, vont prendre vis-à-vis des affaires intérieures de Russie. Lénine, pour sa part, paraît résolu à bruser les choses, à en croire l'ultimatum qu'il a envoyé aux ambassadeurs russes, et où il les somme de se prononcer pour la paix. Sans se laisser émouvoir par ces manifestations, le devoir des gouvernements est d'adopter, sans se départir de leur dignité ni de leur calme, une attitude qui se règle sur les intérêts supérieurs des pays qui combattent pour la même cause. — J. B.

Les décisions prises par l'Entente

PETROGRAD, 5 décembre (retardée en transmission). — Les ambassadeurs alliés ont reçu, hier soir, le texte des décisions prises par leurs gouvernements respectifs.

A cinq heures de l'après-midi, ils se sont réunis chez leur doyen, l'ambassadeur d'Angleterre, pour adopter d'un commun accord une ligne de conduite en rapport avec ces décisions. (Havas.)

Les maximalistes auraient nommé un nouveau généralissime

PETROGRAD, 6 décembre. — Le général Bolchbroukitch a définitivement accepté les fonctions de chef d'état-major général.

On pense dans les milieux militaires qu'il sera prochainement nommé généralissime en remplacement de Krylenko, que les comités militaires persistent à ne pas vouloir reconnaître. (Radio.)

Sur le front russo-roumain les hostilités sont suspendues

Le communiqué roumain du 6 décembre, parti de Jassy le 7 au matin, est parvenu hier à Paris. Il confirme officiellement la participation aux négociations d'armistice, de l'armée roumaine. Voici le texte de ce communiqué :

Le commandement russe a proposé un

armistice à l'ennemi, et, les troupes roumaines faisant partie de ce front, il a été décidé qu'elles seront associées à cette proposition.

En conséquence, à 8 heures, les hostilités ont été suspendues sur tout le front. Les troupes ennemies ont manifesté bruyamment leur satisfaction et ont tenté d'approcher des réseaux roumains. Les troupes roumaines ont conservé une attitude réservée et digne et ont repoussé toute tentative de fraternisation. (Radio.)

Déclarations de M. Antonesco

Il n'est pas aisé, en ce moment, d'approcher les hommes politiques ou toutes autres personnes de Roumanie, et on est aussi quelque peu gêné de les interroger sur la situation de leur admirable et malheureux pays. On sent dans leurs paroles non pas du découragement ou de la dépression, mais une tristesse poignante.

Nous avons demandé à M. Antonesco, ministre de Roumanie à Paris, son impression et son avis sur les événements que la défection des troupes russes pourrait amener sur le front roumain.

— Il est difficile de démêler la situation, maintenant, car nous ignorons ce qui se passe là-bas. Les dépêches se suivent et ne se ressemblent pas. On ne sait pas quelle est la vérité. Je suis moi-même sans aucune nouvelle de mon gouvernement. Je n'ai donc pas d'avis personnel à donner, et je n'ai rien à dire sur mes sentiments personnels. Je puis seulement vous affirmer que, quoi qu'il arrive, la Roumanie ne trahira pas les Alliés et se sacrifiera jusqu'au bout, pourvu que ce soit dans l'intérêt et pour la triomphe de la juste cause qui nous a appelés dans le conflit aux côtés de l'Entente.

L'Autriche menace d'envoyer des troupes sur le front occidental

C'est le comte Czernin qui l'a déclaré dans un discours sibyllin

BALE, 7 décembre. — On annonce de Vienne que le comte Czernin a pris la parole à la commission des affaires étrangères de la délégation hongroise.

Répondant à divers orateurs qui l'interrogeaient à propos de la nouvelle attitude adoptée par l'Autriche envers l'Allemagne, il a déclaré :

« Nous sommes unis à l'Allemagne sur des bases qui ont la même valeur pour les deux pays, à savoir celles de la guerre défensive que j'exposai déjà et que M. de Kuhlmann a présentées dans un de ses derniers discours avec netteté et précision. »

Après avoir répondu par une dénégation catégorique aux reproches qui lui sont adressés de pratiquer vis-à-vis de l'Allemagne une politique de vassalité, le comte Czernin a ajouté :

« Nous combattons pour l'Alsace-Lorraine comme l'Allemagne combat pour nous et a combattu pour Lemberg et Trieste. Je ne fais pas de différence entre Trieste et Strasbourg. »

« Si, sur le théâtre de la guerre européenne, d'autres groupements devaient apparaître, ce qui ne paraît pas impossible, si de grands événements devaient se produire sur d'autres fronts, je verrais venir avec joie, je le déclare franchement, le moment où nous devrions combattre en commun avec nos alliés, aussi sur d'autres fronts. »

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Activité réciproque d'artillerie dans la région au nord-ouest de Reims.

Sur la rive droite de la Meuse, après un violent bombardement, l'ennemi a tenté par deux fois d'aborder nos lignes dans la région de Bezonvaux et de Beaumont. Nos feux ont brisé ces attaques et contraint les assaillants à regagner leurs tranchées.

Vers la tranchée de Calonne, nos patrouilles ont fait des prisonniers.

Les deux artilleries se sont montrées actives dans la région du canal du Rhône au Rhin.

Rien à signaler ailleurs.

23 HEURES. — Assez grande activité des deux artilleries dans la région de Maisons-de-Champagne et sur la rive droite de la Meuse. Pas d'action d'infanterie.

Dans la nuit du 5 au 6 décembre, notre aviation a bombardé les gares de Fribourg, de Thionville et divers dépôts et cantonnements de l'ennemi en arrière du front.

Front belge

Au cours des 6 et 7 décembre, actions habituelles d'artillerie, plus accentuées dans les régions de Pervyse et de Merckem. Une pièce à longue portée a lancé quelques projectiles aux environs d'Adinkerke.

Front britannique

13 HEURES. — Les actions d'infanterie au cours de la nuit se sont réduites à des rencontres de patrouilles au cours desquelles nous avons fait des prisonniers.

L'artillerie ennemie a été plus active sur les deux rives de la Scarpe.

22 HEURES. — Nous avons exécuté avec succès, ce matin, une opération de détail au nord de La Vacquerie. Des troupes de l'Ulster ont enlevé les tranchées qui constituaient nos objectifs, apportant ainsi une amélioration dans nos lignes.

Nos patrouilles ont attaqué avec succès, la nuit dernière, au sud-est d'Ypres, des groupes de travailleurs ennemis. Un coup de main allemand a été repoussé au nord-est d'Ypres. L'ennemi a eu, sur ces deux points, un certain nombre de tués et de blessés et a laissé des prisonniers entre nos mains.

AVIATION.

Le temps, qui est demeuré favorable dans la journée d'hier, a permis à nos pilotes de poursuivre leurs opérations de reconnaissance et de photographie sur les positions, lignes de communication et champs d'aviation ennemis.

Des bombes ont été jetées, au cours de la journée, sur des cantonnements allemands, et un raid très réussi a été effectué sur la gare et les voies de garage de Valenciennes ; des incendies ont été provoqués. L'infanterie ennemie a été, en outre, à plusieurs reprises, attaquée dans ses tranchées à la mitrailleuse.

Au cours des nombreux combats aériens de la journée, cinq appareils ennemis ont été abattus et trois autres contraints d'atterrir désemparés. Un des nôtres n'est pas rentré.

Front italien

La bataille continue sans interruption sur le plateau d'Asiago. Pendant la nuit du 5 au 6, et dans la matinée d'hier, le repli de nos troupes du saillant des Melette sur la ligne de défense située en arrière, s'est accompli sous la protection de l'artillerie qui a entravé l'avance des masses adverses.

Un détachement d'infanterie ennemi qui tentait de descendre du val Franzela a été atteint par les rafales de nos mitrailleuses et a dû se replier en désordre.

Dans l'après-midi, après une violente préparation d'artillerie, étendue depuis le nord de la vallée de Ronchi jusqu'au mont Kaberlaba, l'adversaire a tenté, avec de nombreuses forces, d'enfoncer nos lignes au sud de Gallio. La tentative ennemie a échoué grâce à la bravoure de la 4^e brigade de bersagliers (14^e et 20^e régiments) qui, ayant affronté l'ennemi au mont Sisemolle, l'a engagé dans une lutte acharnée qui a duré douze heures, donnant ainsi le temps à nos lignes de se souder régulièrement sur ce point.

Après six tentatives rejetées par nos contre-attaques, l'ennemi décimé a dû arrêter son avance sur le mont Sisemolle.

Sur le reste du front, à part l'activité ordinaire des deux artilleries, qui s'est accentuée à certains endroits, il n'y a pas eu d'action combative.

Dans l'après-midi du 5, nos alliés français ont abattu deux avions ennemis dont l'un à la suite d'un combat aérien.

Front de Macédoine

(6 décembre.) — Activité de l'artillerie faible sur l'ensemble du front.

Le froid et le mauvais temps gênent les opérations. Les patrouilles britanniques ont fait quelques prisonniers dans la région de Sérès.

CLOTURE DE L'INSTRUCTION DANS L'AFFAIRE DES CARBURES

La partie civile adresse une requête au gouverneur de Paris.

Après une longue et laborieuse instruction, le capitaine Larcher, rapporteur au 1^{er} conseil de guerre, vient de terminer son information dans l'affaire des carbures touchant les faits postérieurs à la déclaration de guerre.

Le rapporteur inculpe MM. Gall et Giraud Jordan d'avoir en 1915 fourni à la société allemande « La Lanza », installée en Suisse, 300 tonnes d'explosif — la cyanamide — pour le prix de 309.000 francs. Dans leur défense, les carburiers arguent qu'ils avaient à se libérer d'une dette contractée avant les hostilités.

Le capitaine Larcher inculpe également MM. Tomasi, sujet italien, et Hulin, sujet suisse, mais en ce qui concerne ceux-ci l'affaire est disjointe en raison de ce qu'ils résident à l'étranger.

En même temps que le général Dubail, gouverneur militaire de Paris, était saisi du dossier aux fins de poursuite, la partie civile dans l'affaire des carbures, représentée par MM. Jorat, constructeur d'appareils de soudure autogène, et Denoël, en qualité de président de l'« Association Française des consommateurs de carbure de calcium », lui adressait, ainsi qu'au procureur général et au procureur de la République, une requête et un mémoire. Après avoir fait l'historique de l'affaire dite « des carbures », les requérants concluent en demandant au gouverneur militaire de Paris de donner ordre de terminer la procédure pendante devant le conseil de guerre ; au procureur général et au procureur de la République de prendre toute mesure pour exécuter l'arrêt de la chambre des mises en accusation pour juger devant les assises et le tribunal correctionnel : MM. Hugo Koller, Gall, de Riva Berni, Giraud Jordan, Gauvillon, Sautier et Delbruck.

Dans l'affaire des carbures, il y a donc à l'heure actuelle trois sortes d'inculpation : 1^{re} l'accaparement, délit correctionnel ; 2^e la trahison, crime déferé à la cour d'assises en raison de ce que les faits sont antérieurs à la déclaration de guerre ; 3^e l'intelligence avec l'ennemi, crime de la compétence du conseil de guerre parce que commis durant les hostilités.

Communiqués

M. Paul Meunier, député, prend la direction d'un journal quotidien du soir : la Vérité, dont la publication commencera lundi prochain.

Bourse de Paris, 7 décembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			Ext. Franc. 1895		
5 0/0 (non libéré)				321	324
5 0/0 libéré	88	88		103	104
3 0/0 amort.	67	66 25		380	384
3 0/0 libéré	59 50	59 50	5 % 1917 L.	380	385
4 1/2 0/0	90 75			314	314
Trésor 1906	320	318	5 % 1917 L.	340	340 35
Trésor 1909	340	340		790	790
Trésor 1912	340	340		915	915
Trésor 1914	540	540		890	885
Trésor 1916	360	361 75		105	105
Trésor 1917	550			1065	1065
Trésor 1918	300	291		448	448
Trésor 1919	271	275	Ext-Espagne	412	415
Trésor 1920	271	275	Ext-Italie	1811	1811
Trésor 1921	271	275	Ext-Russie	4650	4650
Trésor 1922	501	500	Ext-Suède	550	555
Trésor 1923	501	500	Ext-Suisse	667	667
Trésor 1924	54 25		Ext-Turquie	420	415
Trésor 1925	36		MARCHÉ EN BANQUE		
Trésor 1926	115 50		ACTIONS		
Trésor 1927	65 20		Ext-Algerie	300	343
Trésor 1928	57 05		Ext-Belgique	400	403
Trésor 1929	326	326	Ext-Berlin	372	370 50
Trésor 1930	481	481	Ext-Bombay	72	72
Trésor 1931	82 25	82 25	Ext-Bruxelles	70	78
Trésor 1932	5320		COURS DES CHANGES		
Trésor 1933	1080	1080	Ext-Andorre	27 13	27 13
Trésor 1934	425 75	425	Ext-Angleterre	243 1/2	243 1/2
Trésor 1935	1891	290	Ext-Australie	243 1/2	243 1/2
Trésor 1936	1819	311	Ext-Basle	67 1/2	69 1/2
Trésor 1937	1852	315	Ext-Bombay	567 1/2	572 1/2
Trésor 1938	400	400	Ext-Bremer	129 1/2	131 1/2
Trésor 1939	325	325	Ext-Buenos Aires	193	197
Trésor 1940	320	325	Ext-Canton	183 1/2	187 1/2
MÉTALX A LONDRES. — La tonne de 1.016 kilos					
Cuivre Chili, disponible, 110; livrable 3 mois, 110					
Electrolytique, 123; Etain, comptant, 225; livrable					
1 mois, 230; Plomb anglais, 3 1/2; Zinc, com-					
pant, 54.					

LA "TOMBOLA DU SAPHIR" ET LA VENTE DU SYNDICAT DE LA PRESSE

Dans sa dernière séance, le comité du Syndicat de la Presse a voté la distribution d'une somme de 1.076.000 francs, provenant des ventes aux enchères et de la Tombola du Saphir. Cette somme sera répartie comme suit : Blessés et malades, 277.750 fr.; soldats au front, 98.500 fr.; veuves des soldats, 27.500 fr.; enfants des soldats, 65.500 fr.; prisonniers, 35.000 fr.; colons, 10.500 fr.; régions envahies, 115.000 fr.; œuvres de bienfaisance et de solidarité, 166.500 fr.; ambulances, 11.700 francs; Sociétés des auteurs, hommes de lettres, artistes peintres, artistes dramatiques, journalistes, 137.500 fr.; œuvres étrangères fonctionnant à Paris, 80.750 fr.; Aide immédiate aux femmes éprouvées par la guerre, 50.000 fr.

Au total de 1.076.200 francs il faut ajouter les 100.000 francs que l'heureux gagnant du Saphir, M. Ernest May, a généreusement abandonnés à l'Œuvre des Eprouvés de la guerre et qui vont être immédiatement distribués.

CORPS DIPLOMATIQUE

M. Cambon, ambassadeur de France en Angleterre, et le général vicomte de La Paus, attaché militaire de l'ambassade, sont de retour à Londres venant de Paris.

M. Joseph Thierry, ambassadeur de France à Madrid, a été reçu en audience par S. M. le roi Alphonse XIII et s'est rendu ensuite auprès du marquis d'Alhucemas, président du Conseil.

INFORMATIONS

L'état de santé de M. Maestracci, préfet de l'Allier, victime d'un accident d'automobile, est aussi satisfaisant que possible.

NAISSANCES

La vicomtesse Guy de Dampierre, née Gouyon Saint-Cyr, est mère d'un fils : Elie.

La comtesse Pierre de Chavagnac vient de mettre au monde un fils : Gilles.

Mme André du Manoir est mère d'une fille : Evelyne.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

Du lieutenant Gaston Linn, du 8^e régiment de tirailleurs, tombé glorieusement à La Malmaison.

Du tragédien Eugène Damoye. Il était né à Paris en 1861; il avait obtenu le prix de tragédie au Conservatoire, en 1888, dans le rôle de Marat, de la Charlotte Corday de Ponsard. Engagé à l'Odéon, il avait débuté dans *Athalie*. De là il passa à l'Athénée, et se consacra jusqu'à ces derniers temps à l'administration de ce théâtre.

BIENFAISANCE

Mme Réjane et Mlle Gabrielle Dorziat ont mis à la disposition du Comité de secours franco-américain pour la France dévastée un certain nombre de fauteuils et de loges pour la répétition générale devant la presse de la 13^e Chaise, adaptée de l'anglais, d'après la célèbre pièce de Bayard Weiler, qui aura lieu au théâtre Réjane le vendredi 14 décembre, en matinée.

Mme Réjane y fera sa rentrée et sera entourée de M. Abel Tarride, Monna Delza, Marguerite Caron, Marguerite Carbe, Armand Bernard, etc. Les places, qui s'envolent rapidement, sont vendues au prix de 50 fr. pour les loges, de 30 fr. pour les fauteuils et de 5 fr. pour les secondes galeries. Les places peuvent être obtenues au théâtre Réjane; au siège de la Société, 136, avenue des Champs-Élysées; chez Mrs Elinor Glyn, hôtel Ritz; la comtesse du Luart, 5, rue Nitot; Mme Ernest Mallet, 23, rue Fresnel.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures; dimanche et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

Pour assainir la bouche, Raffermer les dents déchaussées, Calmer les gencives douloureuses, le Coaltar Saponiné Le Beuf est un produit de premier choix.

Se méfier des imitations que le succès de ce produit bien français a fait naître.

DANS LES PHARMACIES

THERAPIUM, 10, rue de la Fidélité, consacré uniquement au traitement de la grande avarie, 4 h. à 8 h. Dim., 9 h. à 12 h. et 3 h. à 5 h. Corresp.

FIVE O'CLOCK TEA "GRAND CAFÉ" 1, rue Scribe, 14, boulevard des Capucines

AGENTS DEMANDÉS Produits "AU LANCIER" 7, r. Castel, Nice (Alp.-M.). Cacao sucré au Lait — Bouillon Pournier Chicoree du Nord — Cacao pur et solubilisé. Échantillons contre mandat 10 francs.

CAPITAUX DISPONIBLES pour Affaires industrielles et commerciales ESCompte, ouvertures de CREDIT OPERATIONS sur VALEURS de BOURSE etc Banque, 58, Rue Caumartin.

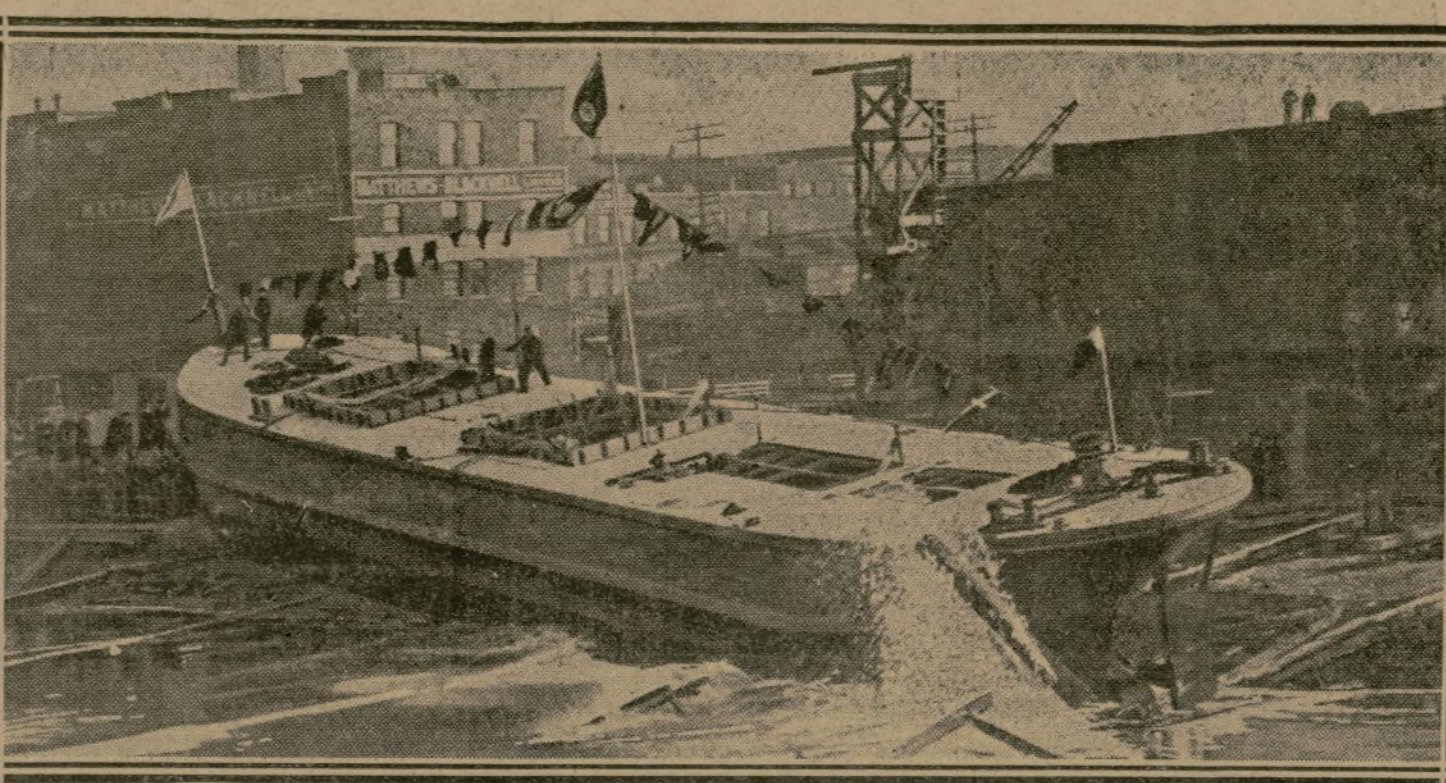
PNEUS A CORDES PALMER LE CRÉATEUR DE LA CHAPE TROIS NEUVES 24, boulevard de Villiers, Levallois-Perret (Seine)

ALCOOL DE MENTHE DE RICQLÈS Produit hygiénique indispensable Le meilleur et le plus économique des Dentifrices. Exiger du RICQLÈS

Le gérant : VICTOR LAUBERONAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

LE CANADA POURSUIT LA CONSTRUCTION DES NAVIRES BÉTONNÉS



LE LANCEMENT DE LA PREMIÈRE UNITÉ DE CE GENRE, A MONTRÉAL

L'immense effort qu'accomplit actuellement l'Amérique dans le domaine des constructions navales est mené de pair aux États-Unis et au Canada. C'est à

Montréal qu'a été lancé tout récemment le premier navire bétonné. Le béton, entre autres avantages, permet, en effet, une fabrication extrêmement rapide.

B L O C - N O T E S

C'ÉTAIT lors de la dernière offensive de Broussiloff en Galicie, alors que cet énergique général, encore en communion d'idées à ce moment avec Kerensky, s'efforçait, en lui prouvant qu'il pouvait obtenir la victoire, de reconstituer la puissance agissante de son armée et de lui rendre cette discipline sans laquelle aucune armée ne pourrait exister.

Des attachés militaires appartenant à quelques-unes des nations alliées suivaient des yeux une « vague d'assaut ». Au cours du premier bond, des hommes tombèrent; mais le reste n'en arriva pas moins jusqu'au premier relai fixé pour la pause. Seulement, à ce point, les attachés virent la troupe lever le bras droit en l'air. Pas unanimité, vous entendez bien, mais, enfin, la grande majorité des assaillants.

Entendaient-ils se rendre? Faisaient-ils « camarades »? Les attachés en eurent un instant le soupçon douloureux. Cependant, la troupe repartit et acheva courageusement le second bond. Là, même jeu : la majorité des bras se levèrent, quelques-uns seulement demeurèrent baissés, et tous se précipitèrent pour le troisième bond, qui fut heureux : la tranchée autrichienne était prise.

Quel était donc le mystère de ces gestes bizarres? Non, en vérité, ces Russes n'avaient pas voulu « faire camarades ». Mais, à chaque pause, ils votaient pour décider s'ils continueraient le mouvement en avant! Voilà pourquoi ils levaient le bras droit en l'air.

Ils faisaient peut-être ça instinctivement, ou presque instinctivement. Depuis des mois déjà, ils avaient pris une telle habitude de voter à tout bout de champ : pour élire leurs officiers, surtout pour les destituer, et, dans les hôpitaux, pour savoir si un malade devait prendre un médicament! Je vous jure que je n'invente pas ce dernier trait : la chose s'est passée dans un des contingents russes employés sur le front français!

Mais la discipline ne saurait s'accorder avec une telle coutume. Il arrive fatalement un instant où, après avoir voté « oui », le soldat vote « non ». Et, une fois qu'il a voté « non », c'est la débâcle. Et, après la débâcle, c'est la dissolution de l'armée avec les pires horreurs... Du jour où les soldats russes ont commencé à voter, l'assassinat du malheureux général Doukhonine et de centaines d'autres braves officiers devenait inévitable.

Pierre MILLE.

Le sort d'un chef-d'œuvre

Voici encore une anecdote sur Rodin : celle-ci nous vient de Londres, et elle a une jolie saveur britannique.

Un soir, le grand sculpteur avait consenti à assister à un dîner donné en son honneur. Il s'ennuyait le plus galement du monde, comme on fait souvent dans les grands dîners. Machinalement il jouait avec son couteau à fruit. Machinalement il prit une poire. Machinalement il y fit quelques entailles. Machinalement il la reposa sur la table.

Son voisin s'aperçut alors qu'il y avait sculpté une tête, comme seul il savait sculpter. Le voisin s'extasia. Le second voisin prit le chef-d'œuvre et s'extasia à son tour.

La poire passa de main en main au milieu des cris d'enthousiasme. Elle arriva à

M. Swan, qui pensait peut-être à autre chose; et M. Swan, imperturbable, porta la poire à sa bouche et la mangea.

Une horreur consternée s'abattit sur les convives.

Seul, Rodin continuait de sourire.

« Mon capitaine »

ou « Monsieur l'officier »?

Grave question : comment doit-on appeler les officiers des services non combattants?

Par décret du 4 février 1911, le général Brun, ministre de la Guerre, unifia les appellations dans l'armée. Le titre dépendait uniquement du nombre de galons. On disait : « Mon lieutenant » au vétérinaire à deux galons, « Mon capitaine » à l'officier d'administration à trois galons, « Mon commandant » au médecin à quatre galons, etc.

Mais, par décret du 12 juillet 1912, encore en vigueur, M. Millerand revint au système antérieur : seuls les officiers des corps ont droit à l'appellation du grade : « Mon capitaine », « Mon commandant », ou autre. Les officiers des services sont appelés : « Monsieur le médecin-major », « Monsieur le sous-intendant militaire », « Monsieur l'officier payeur », etc.

C'est ce qu'avait le lieutenant-colonel Girod quelques députés veulent faire cesser. Ils allèguent qu'un très grand nombre d'officiers blessés ou évacués du front pour maladie et incapables à faire campagne ont été admis dans les services. Appelés durant leur carrière du titre de leur grade militaire, ils y voient substituer un « Monsieur l'officier » dont ils peuvent être surpris.

Evidemment, disent les partisans du système actuel, l'argument vaut quelque chose. Mais ne pourrait-on simplement conserver l'appellation militaire aux seuls officiers sortant des corps et qu'il serait facile de distinguer par un petit insigne?

Fumées

A Londres, au Royal-Albert-Hall, vient de s'ouvrir un très élégant bazar. La vente est faite au profit des Concerts du front. Les Londoniennes les plus distinguées se font un plaisir d'y tenir boutique.

Or, en ce pays où le sexe féminin est traité avec tant de considération, en ce pays qui a vu naître les suffragettes, on n'a pas craint d'inscrire sur un charmant pavillon affecté à la vente de « tout ce qu'il faut pour fumer » ce vieux proverbe britannique : « Dieu créa l'homme d'abord, puis la femme; après quoi, il eut pitié de l'homme et lui donna le tabac ».

Pas une dame n'a protesté contre cette enseigne : les permissionnaires se pressent dans le pavillon; on ne croirait pas que l'Angleterre possède un général, sir H. Plumer, qui déclare :

— La cigarette n'est pas une arme de soldat.

L'État patron

On ne peut pas signaler la pingrerie avec laquelle est traitée une certaine catégorie de fonctionnaires sans que, aussitôt, d'autres détestables soient signalées qu'on pourrait qualifier de détestables administratives.

Nous avons parlé du sort des juges de paix, ces magistrats paternels en qui la Révolution voyait la base de toute justice.

Mais les juges de paix n'ont pas seuls. Ils sont invariablement flanqués de

leur greffier. Or, le greffier n'est pas plus heureux que son chef de file. Au contraire. Un greffier de paix, dans un chef-lieu de canton rural regardé comme bon, reçoit de l'État 850 francs par an, soit 70 fr. 80 par mois. Moyennant cette indemnité, il doit assurer gratuitement l'exécution de toutes les lois sociales, de solidarité ou d'assistance confiées aux bons soins du juge de paix et de son aide.

Il a, il est vrai, le casuel. Mais le casuel est peu de chose, du moins depuis la guerre, et dans les régions voisines des armées. Il monte, paraît-il, à une moyenne de vingt à vingt-cinq francs par mois.

En outre, le greffier n'est pas fonctionnaire. Il est soumis à la patente.

A moins qu'il n'ait des rentes, — et alors il ne ferait pas ce métier, — on imagine quelle peut être la vie de ce modeste auxiliaire de la justice.

Certes, dans Balzac, on voit des greffiers poser les premières assises de grandes fortunes : des intrigues avides s'engagent autour d'un greffe; les fils de greffier font de belles carrières. Mais tout cela a bien changé.

Au train dont vont les choses, il est à craindre qu'après la guerre l'État n'ait peine à recruter les titulaires de certaines fonctions.

LE PONT DES ARTS

Chez Mme Japy de Beaumont, hier, on fêtait des poètes : le capitaine Canudo, du 1^{er} zouave, engagé volontaire, fait chevalier de la Légion d'honneur au front de Monastir, après avoir été blessé en Argonne; Blaise Cendrars, autre engagé volontaire, qui laisse son bras droit en Champagne; Gabriel-Tristan Franconi, troisième engagé volontaire, blessé plusieurs fois et titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre aux palmes.

Anciens collaborateurs de Montjoie, jeune revue d'avant-garde et d'avant-guerre, tous trois affirmant malgré tout la vitalité intellectuelle de la France et la camaraderie la plus touchante qui existe aujourd'hui chez de glorieux frères d'armes.

Chaque jour, trois cents enfants des écoles visitent la remarquable Exposition intercalée des photographies de guerre, à la salle du Jeu de Paume. C'est une émouvante et forte leçon de choses qui leur est donnée là. A partir de lundi, — et jusqu'au 26 décembre, date prorogée de la fermeture, — une causerie-promenade aura lieu dans les salles, tous les matins, à 11 heures. L'après-midi, la séance de cinéma sera doublée.

L'humoriste Lud Mègrét va faire paraître trois albums ayant trait à la « Grande guerre », mais qui savent quand même, pour les enfants, rester sensibles, tendres et gais.

C'est dans quelques jours qu'on va vendre, à Londres, la collection Morrisson, la première dans le monde entier pour les autographes. Tous nos grands classiques (La Fontaine, Racine, Molière, La Bruyère, etc.) s'y trouvent représentés, et non point par de simples billets, mais par des lettres, de vraies lettres, révélatrices, hautement personnelles. Ce sera un événement.

On prépare au Théâtre-Français une matinée de gala patriotique où l'on lira des œuvres de trente poètes tués à la guerre. Entre autres choses sera donnée un acte entier du *Stellus* de Charles Dumas, avec une musique due à son propre frère, Louis Dumas, grand-prix de Rome. Mmes Second-Weber et Guiniani en seront les interprètes.

Les Anglais excellent dans le genre de l'essai. M. Sidney Colvin vient de composer sur Keats, ses œuvres et ses amis, un ouvrage de 600 pages, mais définitif. Conservateur des estampes au British Museum, il a pu déterrer tous les vieux livres dont les gravures si souvent servent de motifs d'inspiration au délicat poète anglais.

LE VEILLEUR

NICE HOTEL PETROGRAD Prom. des Anglais, Gd jardin. T. confort. NICE HOTEL RICHMOND ET DE RUSSIE Grand jardin. — Confort.

NICE HOTEL SAINT-BARTHELEMY Position unique, dom. ville. Gd jardin. Plein Midi.

NICE HOTEL WEST-END Promenade des Anglais. Conf. moderne.

NICE HOTEL WESTMINSTER Le plus central, promenade des Anglais. Confort moderne. Cuisine anglaise. F. Rebetez, pp.

NICE - CIMIEZ WINTER-PALACE Des plus modernes. Jardin magnifique. Jds. AGID.

NICE LA COTE D'AZUR et les Alpes Françaises publie chaque semaine la Liste officielle des Étrangers. L'Office de la Côte d'Azur renseigne sur villas, pensions, hôtels et sur toute la Riviera. — Reçoit les abonnements pour Excelsior.

Les Pyrénées

PAU Station d'hiver. Climat doux. Ni vent, ni poussière. Idéal pour cure d'air.

La Montagne

VERNET-LES-BAINS (Pyr.-orient.) Etablissement thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses. HOTEL DE PORTUGAL. Villas. SENEGRÉ, directeur.

THEATRES

Capucines. — Demain dimanche, à 2 h. 30, matinée de : *A part ça...*, la spirituelle et amusante revue de Rip.

APOLLO Tous les soirs à 8 h. 1/4 Demain, matinée à 2 h. 1/4 L'HOMME A LA CLEF PIÈCE POLICIÈRE A GRAND SPECTACLE 20 minutes à la fête de Saint-Cloud FAUTEUILS : 1, 50, 2, 3 et 4 FRANCS

VOULEZ-VOUS ? ÊTRE DANS LE MOUVEMENT ? ALLEZ AU THEATRE FEMINA voir MISTINGUETT M. CHEVALIER et les MILLIARDAIRES AMÉRICAINES DEMAIN, MATINÉE ET SOIRÉE

THÉ DE L'APOLLO 20, rue de Clichy. — Entrée libre. Les dernières créations de nos grands couturiers

Gaumartin. — Aujourd'hui, à 2 h. 45, matinée avec *La Jambé*! Tous les soirs, à 8 h. 45.

AUX FOLIES-BERGÈRE TRIOMPHE La Revue féerique 300 Artistes. — 700 Costumes LA PLUS RICHE MISE EN SCÈNE DU MONDE ENTIER AUJOURD'HUI MATINÉE ET SOIRÉE

BA-TA-CLAN La grande REVUE D'HIVER «ÇA MORD» LE SPECTACLE LE PLUS SENSATIONNEL avec toutes ses vedettes est donné 4 les soirs, à 8 h. 30 Demain, Matinée et Soirée

NOUVEAU-CIRQUE 251, RUE DE LA MOULINERIE Métro : Opéra-Concorde-Madeleine Aujourd'hui, Matinée et Soirée FOR AIDABLE PROGRAMME

En matinée : Comédie-Française, 1 h. 30, les Caprices de Marianne; On ne badine pas avec l'amour. Odéon, 2 h., la Souris. Gaumartin, 2 h. 45, la Jambé! fantaisie-revue.

Ce soir : Opéra, Samson et Dalila. Comédie-Française, 8 h. 15, D'un jour à l'autre. Opéra-Comique, 7 h. 30, Béatrice. Odéon, 8 h., Fromont jeune et Risler aîné. Gaîté-Lyrique, 8 h., la Juive. Vaudeville, 8 h. 30, la Marraïne de l'escouade. Variétés, 8 h. 15, Polichinelle et Perlmutter. Gymnase, 8 h. 30, Petite Reine. Antoine, 7 h. 45, les Butors et la Finette. Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, Montmartre. Trianon-Lyrique, 8 h., le Barbier de Séville. Châtelet, 8 h., le Tour du Monde en 80 jours. Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les Nouveaux riches. Th. Réjane, 8 h., l'Autre Combat. Apollo, 8 h. 15, l'Homme à la clef. Palais-Royal, 8 h. 30, le Comportement des dames seules. Athénée, 8 h., le Marchand d'estampes. Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, Molière et son fils. Nouvel-Ambigu, 8 h. 15, le Système D. Renaissance, 8 h. 30, les Dragues d'Hercule. Cluny, 8 h. 30, Quatre femmes et un caporal. Déjazet, 8 h., les Femmes à la caserne. Edouard-VII, 8 h. 45, le Feu du voisin. Femina, 8 h. 30, Gobette of Paris. Loe.Wag.29-78. Grand-Guignol, 8 h. 30, la Grande Epouvante. Capucines (T. G. 56-40), 8 h. 30, A part ça, le Grand Jeu, le Prologue. Michel, 8 h. 30, Plus ça change. Scala, 8 h., Occupe-toi d'Amélie. Comédie-Marguery, 8 h. 30, la Mariée du Touring Club. Gaumartin, 8 h. 45, la Jambé! fantaisie-revue en 2 actes et 25 tableaux.

SPECTACLES DIVERS Folies-Bergère, 8 h. 30, la Revue féerique. Olympia, 8 h. 30, Vingt vedettes et attractions. Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, Ça mord, grande revue d'hiver. Mat. jeudis, dim. et fêles. Loc. 30-12. Nouveau-Cirque, tous les soirs, sauf lundi. Matinée mercredi jeudis, samedi et dimanche.

CINÉMAS Gaumont-Palace, 8 h. 15, la Fille des flots; la Secrétaire privée. Loc. 4, r. Foyot, 114 12 et 15 à 17 h. Tél. Marcadet 16-73. Select, 27, Bd Italiens. Mat. 2 h. 15. Soir 8 h. 30. Christus.

Maladies de la Femme LA MÉTRITE Il y a une foule de malheureuses qui souffrent en silence et sans oser se plaindre, dans la crainte d'une opération toujours dangereuse, souvent inefficace. Ce sont les femmes atteintes de Métrite. Celles-ci ont commencé par souffrir, au moment des règles qui étaient insuffisantes ou trop abondantes. Les Hémorragies les ont épuisées. Elles ont été sujettes aux maux d'estomac, aux vomissements, aux migraines, aux idées noires. Elles ont ressenti des douleurs continues dans le bas-ventre et comme un poids énorme qui rendait la marche difficile et pénible. Pour guérir la Métrite, la femme doit faire un usage constant et régulier de la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY qui fait circuler le sang, décongestionne les organes et les cicatrise, sans qu'il soit besoin de recourir à une opération. La Jouvence de l'Abbé Soury guérit sûrement, mais à la condition qu'elle sera employée sans interruption jusqu'à disparition complète de toute douleur. Il est bon de faire chaque jour des injections avec l'Hygiène des Dames (1 fr. 50 la boîte, + 0 fr. 20 pour l'impôt). Toute femme soucieuse de sa santé doit employer la Jouvence de l'Abbé Soury à des intervalles réguliers, si elle veut éviter et guérir : Métrite, Fibrome, Tumeurs, Cancers, Varices, Phlébites, Hémorroïdes, Accidents du Retour d'âge, Chaleurs, Vapeurs, Étourdissements, etc. La JOUVENCE de l'Abbé Soury se trouve dans toutes les Pharmacies; le flacon, 4 fr. 25, franco gare, 4 fr. 55. Les quatre flacons, 17 fr. franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie MAG DUMONTIER, à Rouen. Ajouter 0 fr. 50 par flacon pour l'impôt.

Bien exiger la Véritable JOUVENCE de l'Abbé SOURY avec la signature MAG DUMONTIER (Notice contenant renseignements gratuits. 250)